

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

*Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative*

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

05-06-20

Dossier complet le :

05-06-20

N° d'enregistrement :

2020-9809

1. Intitulé du projet

Régularisation administrative de l'activité d'abattage de volailles et faible extension de l'établissement DE LE RAGUET situé sur la commune de Lencouacq dans le département des Landes.

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

SARL DE LE RAGUET

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale

Kamal MOKHTARI, gérant

RCS / SIRET

5 3 1 2 8 9 1 4 8 0 0 0 1 1

Forme juridique

SARL

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
1. Installations classées pour la protection de l'environnement a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.	ICPE : Etablissement soumis au régime de l'autorisation ICPE sous la rubrique 2210 abattage pour un tonnage de 15 t/j de poids carcasses maximal et au régime de déclaration sous la rubrique 2221-2 pour la découpe à 3 t/j de produits entrants IOTA : Le site sera soumis en déclaration pour les rubriques 2.1.5.0 Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol... et 2.1.1.0 Stations d'épuration devant traiter une charge entre 12 kg et 600 kg de DBO5

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Régularisation administrative de l'activité d'abattage de l'établissement DE LE RAGUET pour passage du régime de déclaration en autorisation ICPE. L'exploitant envisage également un projet d'extension d'environ 600 m² de son bâtiment existant pour la création de 2 nouveaux ressuage, d'une chambre froide et d'aires béton techniques.

A ce jour, l'établissement réalise l'abattage et la découpe de volailles (de poulets puis de chapons, dindes, pintades et poulardes lors de la période festive de fin d'année) et possède un arrêté préfectoral n°2018-447 fixant des prescriptions spéciales relatives au traitement des eaux usées industrielles du site et l'épandage des eaux épurées en irrigation sur culture.

Cet arrêté classe l'activité sous le régime de déclaration sous les rubriques ICPE suivantes :

- la rubrique n°2210 pour l'abattage pour 5 tonnes/jour de poids carcasses abattus au maximum
- la rubrique n° 2221 pour la découpe de volailles de 4 tonnes/jour de produits entrants au maximum

Un dossier de demande d'autorisation ICPE sera réalisé afin de régulariser la situation de l'établissement concernant les tonnages réalisés dans le cadre de son activité d'abattage car les tonnages dépassent le seuil de l'autorisation de 5 tonnes/jour. En revanche l'activité de découpe restera classée en déclaration. Ce dossier intégrera le projet d'extension.

4.2 Objectifs du projet

Le site est existant et actuellement en cours d'exploitation.

L'objectif du dossier de demande d'autorisation ICPE soumis à examen cas par cas est de régulariser administrativement la situation du site pour l'activité d'abattage de volailles.

Par ailleurs, le dossier de demande d'autorisation ICPE intégrera le projet d'extension du bâtiment existant pour la création de 2 nouveaux locaux de ressuage, d'une nouvelle chambre froide permettant le refroidissement et le stockage des carcasses de volailles abattues ainsi que la création d'aires béton pour le stockage de DIB en bennes étanches à l'arrière du site.

Ce projet d'extension permettra d'améliorer les conditions d'exploitation du site.

Un permis de construire sera déposé en parallèle du dépôt du dossier de demande d'autorisation.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

Les travaux liés directement au dossier de régularisation administrative sont les suivants :

- création de voiries en enrobé étanches permettant de récupérer les eaux pluviales de ruissellement liées à la circulation des véhicules à l'arrière du site,
- séparation des réseaux d'eaux pluviales de toiture et de voiries,
- création d'un séparateur hydrocarbure sur le réseau d'eau pluviale de voirie,
- création d'un bassin étanche qui fera office de bassin d'orage pour la régulation des eaux pluviales du site et de rétention pour la récupération des eaux d'extinction en cas d'incendie,
- création d'une bêche souple étanche pour la réserve d'eau en cas d'incendie ou utilisation du bassin d'irrigation des eaux traitées de la station d'épuration.

Le projet d'extension sera réalisé à l'arrière du bâtiment existant à l'ouest du site pour une extension d'environ 600 m² avec aire béton pour un bâtiment existant d'une surface d'environ 1 300 m².

Par ailleurs, la station de traitement des eaux usées du site est en cours de finalisation de construction et de mise en service. Cette station d'épuration a été autorisée lors de la déclaration ICPE de l'activité et dimensionnée pour une capacité de traitement liée l'activité actuelle du site, objet de la régularisation.

Les travaux seront limités et ne dureront que quelques mois lors de leur exécution.

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

L'activité d'abattage et la découpe de volailles est réalisée 5 jours par semaine.

Les tonnages de l'activité d'abattage sont de 12,6 t/jour de poids carcasses abattues en moyenne et 15 t/jour en pointe en période festive en fin d'année.

L'activité de découpe est cependant constante tout au cours de l'année pour un tonnage à 3 tonnes par jour de produits entrants découpés.

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Un dossier de demande d'autorisation ICPE sera réalisé afin de régulariser la situation de l'établissement concernant les tonnages réalisés dans le cadre de son activité d'abattage car les tonnages dépassent le seuil de l'autorisation de 5 tonnes/jour. Ce dossier intégrera le projet d'extension de faible surface du bâtiment de production existant.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Surface de voiries créées en extension dans la cadre de la régularisation (incluant bassin d'orage et réserve incendie)	= 1 165m ²
Surface de bâtiment et aire béton créés en extension	= 600 m ²

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s)
d'implantation

Raguet
40120 Lencouacq

E 340, 1191, 1179

Coordonnées géographiques¹

Long. 44° 06' 45" 3. Lat. 0 ° 24' 40" 5

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b) 9° a), b), c), d), 10°, 11° a) b), 12°, 13°, 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. ___ ° ___ ' ___ " ___ Lat. ___ ° ___ ' ___ " ___

Point d'arrivée :

Long. ___ ° ___ ' ___ " ___ Lat. ___ ° ___ ' ___ " ___

Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui

Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui

Non

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

Procédure de mise en compatibilité du PLU de Lencouacq approuvée en septembre 2019 liée au projet de création de station de station d'épuration du site et approuvée favorablement par avis du 26/03/2019 par la MRAE Nouvelle Aquitaine joint en annexe 7 avec ce formulaire.

La procédure de mise en compatibilité du PLU était liée au changement de destination du zonage du PLU pour mise aux normes du site DE LE RAGUET afin de permettre notamment la création de la station d'épuration du site et aire de lavage.

¹ Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La znieff la plus proche est la Znieff de type II n°720014255 VALLEES DE LA DOUZE ET DE SES AFFLUENTS située à plus de 700 m du site de production et plus de 500 m de la station d'épuration du site.
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site se situe dans le Parc naturel régional des Landes de Gascogne. Le site est situé en-dehors de tout autre espace naturel.
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le département Les Landes est couvert par un plan de prévention du bruit des infrastructures routières dont le trafic annuel est supérieur à 3 millions de véhicules par arrêté préfectoral n° 2019/19 en date du 4 février 2019 (1er, 2ème et 3ème échéance). Cependant la voie routière D9 permettant l'accès au site de l'établissement n'est pas concernée par cet arrêté.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le monument historique le plus proche est l'Eglise paroissiale Saint Jean-l'Evangéliste de Lencouacq est située à plus de 1,3 km de l'établissement. L'établissement n'est donc pas situé dans le périmètre de protection de 500 m de ce monument historique.
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucune zone humide n'est recensée à ce jour. De plus, les travaux prévus dans le cadre de la régularisation administrative du site existant de production seront la création de voiries en enrobé sur les voiries calcaires où circulent à ce jour les véhicules (voiries créée en enrobés pour récupération des eaux de pluie de ruissellement) et la création d'un bassin d'orage de faible superficie dans une zone d'espaces verts.

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Une partie de la commune de Lencouacq est localisée en zone de répartition des eaux. Le site de SARL DE LE RAGUET est inclus dans cette zone.
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site n'est pas situé dans une zone Natura 2000. La zone Natura 2000 la plus proche est le ruisseau de Gouaneyre situé à 600 m du site production et à 500 m de la station d'épuration du site. Il s'agit de la zone Natura 2000 directive habitats : Réseau Hydrographique des Affluents de la Midouze (code FR7200722).
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il **susceptible** d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? <i>Appréciez sommairement l'impact potentiel</i>
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site est raccordé au réseau AEP communale. Pas de prélèvement direct dans le milieu naturel. La consommation annuelle en eau potable sera autour de 9300 m ³ /an.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Projet d'extension réalisé sur zone déjà en partie imperméabilisée (zone voiries calcaires) et régularisation administrative. Les travaux prévus dans le cadre de la régularisation seront de faible ampleur : réalisés sur des voiries calcaire existantes (pour la création de voiries en enrobés) et une faible surface d'espaces verts pour la création du bassin d'orage/rétention de régulation des eaux pluviales.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site de production est assez éloigné pour n'avoir aucun impact sur la zone Natura 2000 qui est le ruisseau de Gouaneyre situé à plus de 600 m du site et à 500 m de la station d'épuration du site. De plus, le principal impact de l'établissement De Le Raguet est le rejet des eaux usées. Or les eaux usées sont traitées par la station d'épuration du site et les eaux traitées ne sont pas rejetées dans le ruisseau affluent de la Gouaneyre et ni dirigées vers le ruisseau de la Gouaneyre : les eaux traitées sont stockées pour être irriguée sur des parcelles agricoles.

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site de SARL DE LE RAGUET et le terrain de la station de traitement des eaux usées est concerné par le risque de feu de forêt d'après le plan de zonage du PLU de la commune de Lencouacq. Une grande partie de la commune de Lencouacq est également concernée par ce risque. Le site et la station de traitement des eaux usées ne sont pas situés à proximité immédiate de forêt. En cas de feu de forêt le site sera évacué.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Les principaux rejets identifiés générés par l'activité sont : les rejets d'eaux usées industrielles et domestiques, les rejets d'eaux pluviales, les agents physiques (odeurs, bruit, pathogènes). Or les eaux usées et eaux pluviales sont et seront traitées avant tout rejets. De plus, les mesures d'hygiène et de sécurité permette de réduire les risques.
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le trafic du site est de 6 poids lourds et 30 véhicules par jour. Par rapport aux données de l'axe D9 (seul axe à proximité du site où sont disponibles des données de comptage) de 730 véhicules en moyenne annuelle par jour, le trafic de l'établissement de 36 véhicules représente seulement 4,9% du trafic routier. L'impact du trafic sur le trafic routier est donc faible.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Les sources de bruit sont les compresseurs de froid, les extracteurs d'air et le trafic des véhicules. Afin de limiter le niveau sonore, les mesures prévues par l'exploitant seront les suivantes : - les équipements techniques sont des locaux spécifiques et clos - limitation de la vitesse des véhicules sur le site à 20 km/h - utilisation de véhicules de transport conformes à la réglementation.

	<p>Engendre-t-il des odeurs ?</p> <p>Est-il concerné par des nuisances olfactives ?</p>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<p>Les activités se réalisent dans des locaux clos limitant ainsi l'émanation d'odeurs.</p> <p>Les déchets organiques sont stockés dans un local spécifique avant enlèvement par des entreprises spécialisées.</p> <p>Les eaux usées sont traitées par la station d'épuration du site.</p>
	<p>Engendre-t-il des vibrations ?</p> <p>Est-il concerné par des vibrations ?</p>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<p>Le site n'est pas source de vibrations spécifiques : faibles vibrations uniquement liées au trafic des véhicules.</p> <p>Lors de la phase travaux : vibrations durant les travaux mais qui respecteront la réglementation en vigueur.</p>
	<p>Engendre-t-il des émissions lumineuses ?</p> <p>Est-il concerné par des émissions lumineuses ?</p>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<p>Absence d'éclairage sur le site. Pas d'activité la nuit.</p>
Emissions	<p>Engendre-t-il des rejets dans l'air ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>En fonctionnement normal, les sources de rejet à l'atmosphère sont les suivantes : les émissions liées au trafic des véhicules (gaz d'échappement), les fluides frigorigènes (en cas de fuite) et les poussières.</p> <p>Afin de limiter les rejets dans l'air les mesures suivantes sont prises : les véhicules sont conformes à la réglementation en vigueur et limitation de la vitesse puis arrêt des moteurs sur site, les installations de froid sont contrôlées, voiries en enrobés pour limiter les poussières et aire de lavage existante pour les poids lourds.</p>
	<p>Engendre-t-il des rejets liquides ?</p> <p>Si oui, dans quel milieu ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Les eaux pluviales seront collectées par des réseaux spécifiques puis acheminées vers le bassin de d'orage/rétention.</p> <p>Les eaux pluviales de ruissellement transiteront par un débourbeur/séparateur hydrocarbures avant rejet dans le bassin d'orage.</p>
	<p>Engendre-t-il des effluents ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Les eaux usées du site seront les eaux vannes et les eaux usées de type industrielles.</p> <p>Les eaux vannes sont traitées sur une fosse septique. Les eaux usées industrielles sont traitées par la station d'épuration du site. Les eaux traitées par la station sont ensuite stockées dans une lagune puis utilisées pour l'irrigation de culture. L'irrigation a fait l'objet d'un plan d'épandage qui est spécifié dans l'arrêté préfectoral n°2018-447 du site.</p>
	<p>Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Les déchets générés par le site seront principalement : des déchets organiques et des DIB.</p> <p>Le site ne génère pas de déchets de catégorie 1. Les seuls déchets dangereux générés par l'établissement sont des DEE et des huiles de maintenance usagées. L'ensemble des déchets sont stockés dans des locaux ou bacs spécifiques puis enlevés par des sociétés spécialisées pour recyclage ou valorisation.</p>

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Site pas situé dans un périmètre de monument historique ou site classé. Site déjà existant depuis plusieurs années. Extension réalisée à l'arrière du site et en intégration avec le bâtiment existant.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Site existant.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui Non Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui Non Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Le site DE LE RAGUET n'est pas à l'origine d'effets significatifs dommageables sur l'environnement compte tenu des principales mesures prises pour réduire et limiter ces effets qui sont :

- Site déjà existant,
- Projet (extension d'environ 600 m², création d'un bassin d'orage, voiries en enrobés, réseaux séparatifs avec séparateur hydrocarbure et bâche incendie) permettant d'améliorer la situation du site en matière d'impact sur l'environnement,
- Station de traitement des eaux usées avec plan d'épandage pour irrigation des eaux traitées sur cultures,
- Gestion et traitements adéquats des déchets,
- Installations techniques respectant la réglementation en vigueur et contrôles réguliers,
- Impacts très limités des rejets atmosphériques : captage à la source et respect des normes de rejets,
- Etude acoustique qui sera réalisée avec mesures compensatoires si nécessaire dans le cadre du dossier d'autorisation ICPE.

Une annexe n°7 est jointe pour plus de précisions.

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le projet ne semble pas devoir faire l'objet d'une évaluation environnementale pour les raisons suivantes :

- Site existant,
- Projet permettant d'améliorer la situation du site,
- Le site se trouve en dehors de toute zone sensible et de par les mesures compensatoires n'aura pas d'impact sur les zones à proximité (NATURA 2000),
- Pas d'habitations proches autres que celle de l'exploitant et pas d'autres activités à proximité,
- Procédure de mise en compatibilité du PLU approuvé en septembre 2019 lié au projet de création de station de station d'épuration du site approuvé favorablement par avis du 26/03/2019 par la MRAE Nouvelle Aquitaine : voir annexe n°7

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input checked="" type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet

Annexe n°7 : Compléments à l'ensemble de ce formulaire.

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à LENCOUACQ

le, 04/06/2020

Signature



SARL DE LE RAGUET

40120 LENCOUACQ

Département des Landes

Annexe n°2 : Plan de situation

***REGULARISATION ADMINISTRATIVE ET EXTENSION D'UN ATELIER
D'ABATTAGE ET DE DECOUPE DE VOLAILLES***

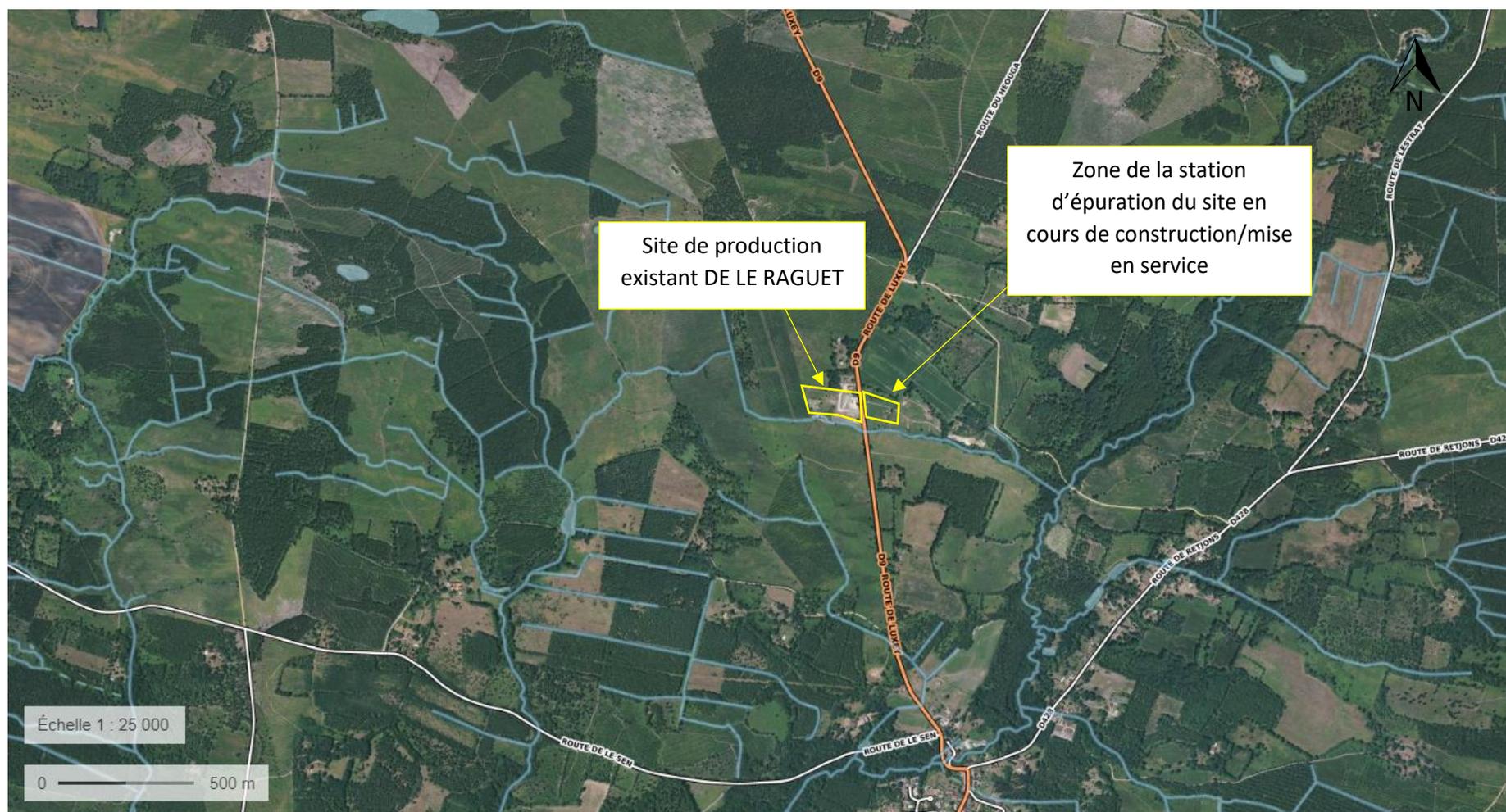
N° 20039

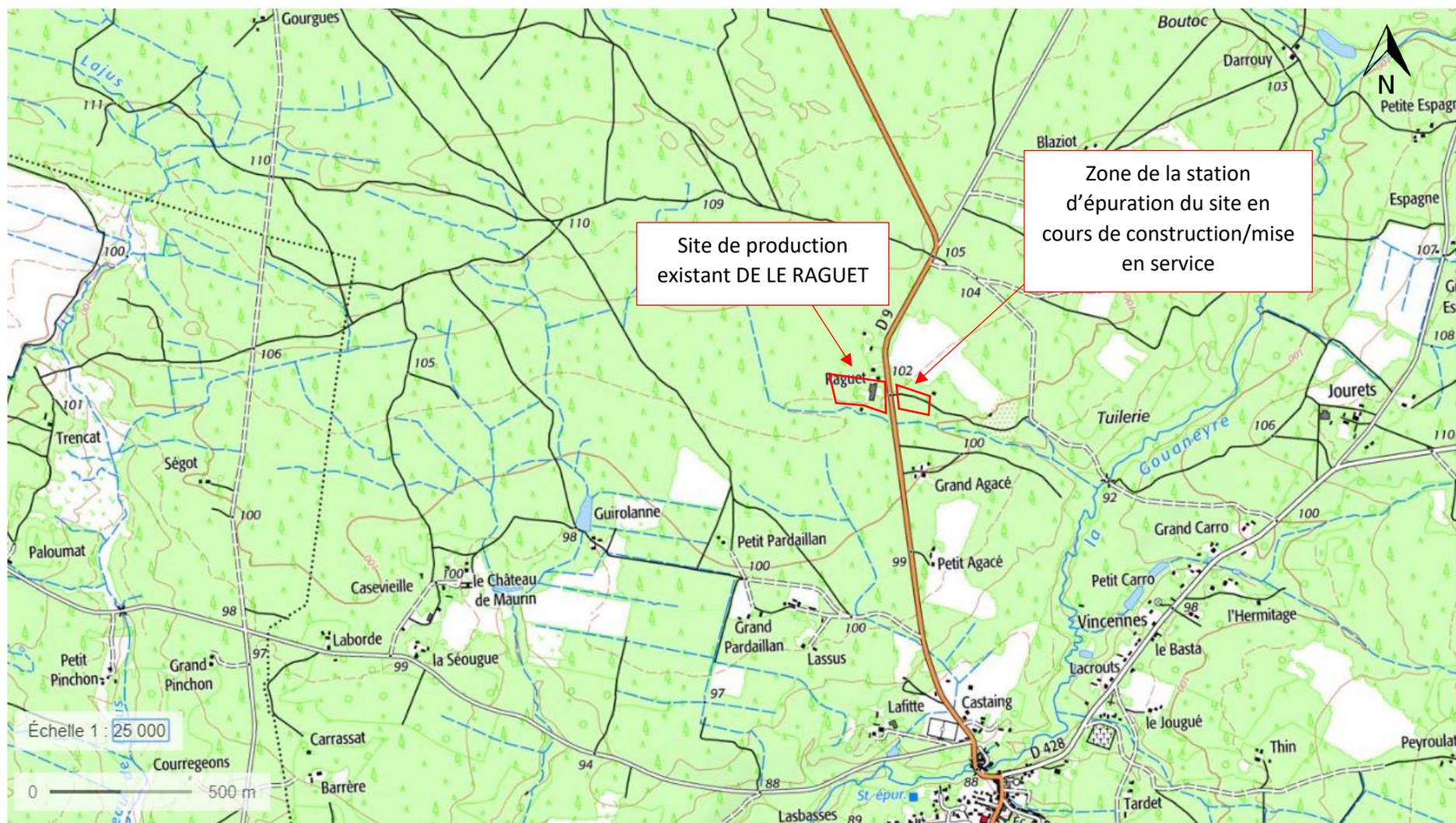
DATE *Juin 2020*



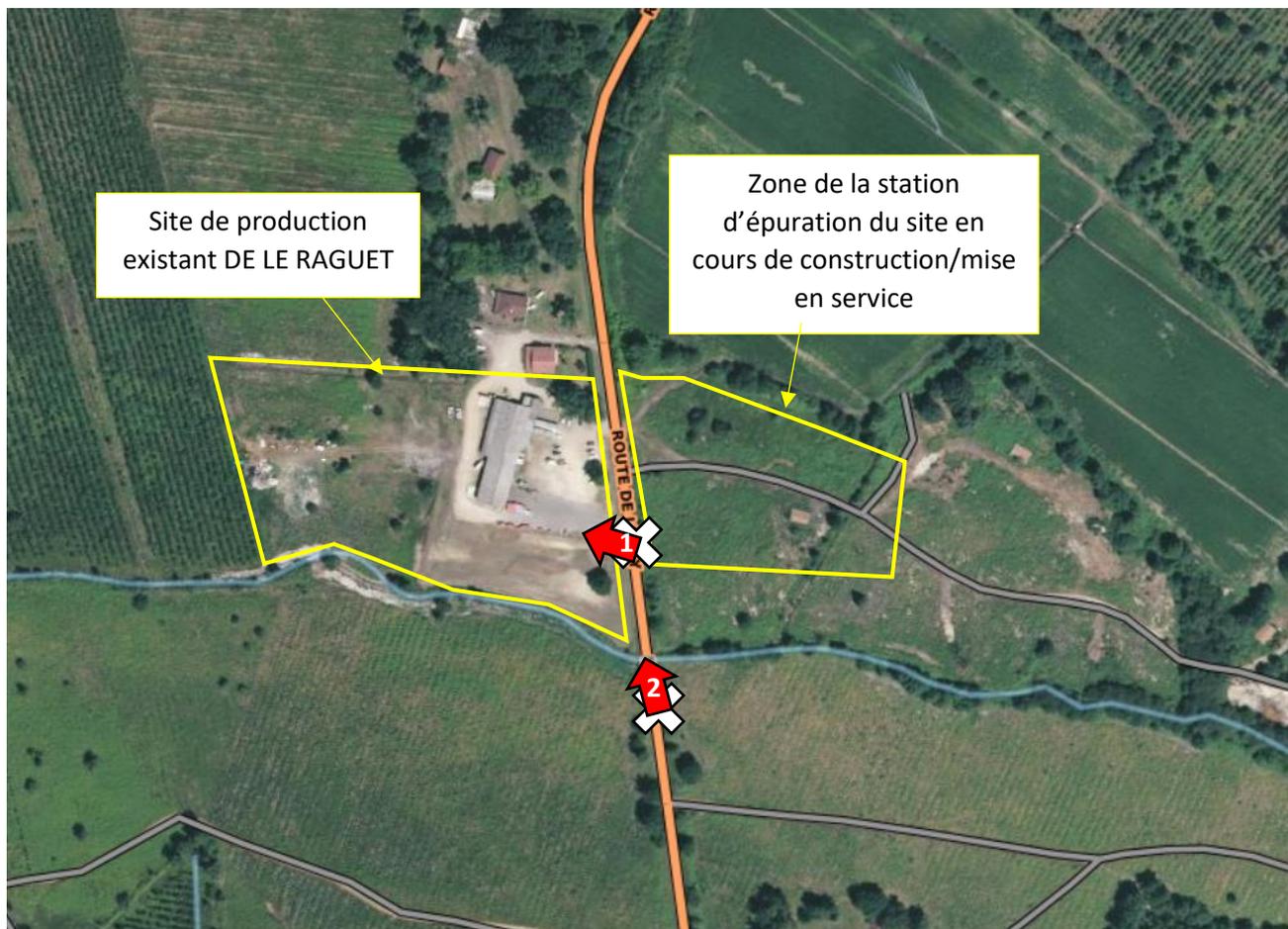
GRUPE IDEC

CABINET D'ÉTUDE ET DE CONSEIL EN INDUSTRIE & EN AGROALIMENTAIRE





LOCALISATION DES PRISES DE VUES



Légende :

 Localisation du point de vue la photographie

 Direction de la prise de vue de la photographie

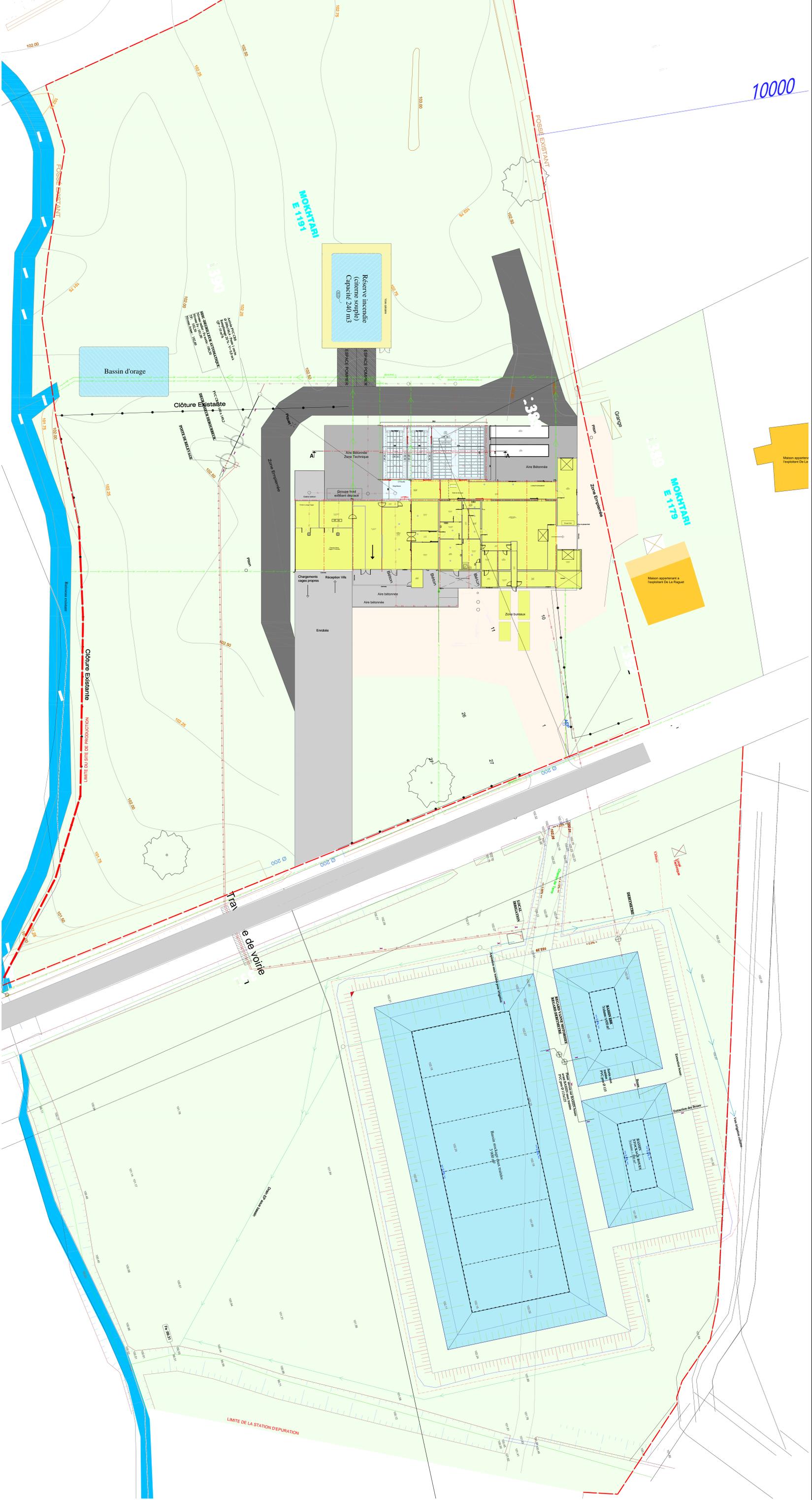
PHOTOGRAPHIE n°1 datant du 15/05/2020



PHOTOGRAPHIE n°2 datant du 25/05/2020



10000



- LEGENDE**
- Bâtiments existants
 - Bâtiments projet
 - Voirie existantes
 - Voirie projet
 - Zone calcaire
 - Zone aire Béton
 - EV Eaux Vannes
 - EU Eaux Usées
 - EP Eaux Pluviales
 - EP drains sous bassins station
 - Eaux traitées vers irrigation

SARL DE LE RAQUET
Le Raquet
40120 LENCOUACQ

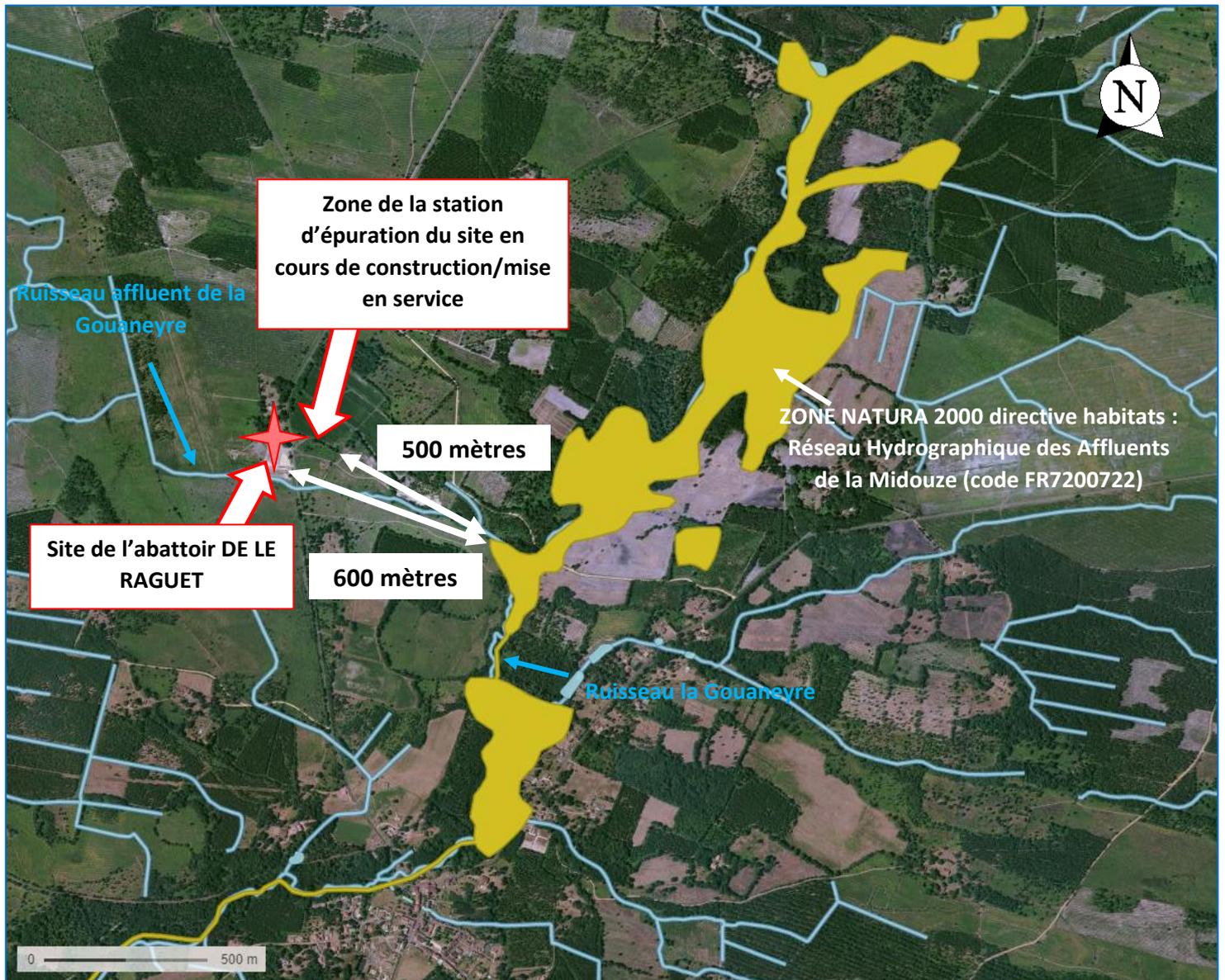
Projet de restructuration

Adresse du PROJET :
**SARL DE LE RAQUET
LE RAQUET
40120 LENCOUACQ**

N° de plan : ICPE - Annexe 4 Date : 20039 Plan d'ensemble	CECIA CHARIER DENIER DE COMMERCE EN NOUVELE LARROUSQUAINE 4, rue de la Poste - 33000 BORDEAUX - France Tél : 05 57 00 00 00 - Fax : 05 57 00 00 01
---	--

LOCALISATION DES SITES NATURA 2000 LES PLUS PROCHES DU SITE

Les zones NATURA 2000 recensées à proximité du site projeté de SARL DE LE RAGUET sont localisées sur la carte ci-après avec la distance par rapport au site étudié.



Sources : Géoportail, INPN

La zone Natura 2000 la plus proche du site existant est la zone Natura 2000 directive habitats Réseau Hydrographique des Affluents de la Midouze (code FR7200722) lié au ruisseau la Gouaneyre.

Aucune zone Natura 2000 directive oiseaux n'est à recenser à proximité du site existant de l'abattoir DE LE RAGUET (aucun autre site dans un rayon de 5 km).

Pour rappel, le site de l'établissement DE LE RAGUET ainsi que la zone de traitement des eaux usées du site sont complètement situés en dehors du site Natura 2000 Réseau Hydrographique des Affluents de la Midouze.

En effet, le site de l'établissement est situé à au moins 700 mètres à l'ouest de cette zone Natura 2000 directive habitats, faune, flore et la filière de traitement des eaux usées du site est située à au moins 500 mètres à l'ouest de ce site Natura 2000.

Au terme du projet, le site ne sera pas de nature à rejeter des effluents que cela soit gazeux ou liquides vers les zones naturelles protégées et notamment vers la zone Natura 2000.

En effet, l'activité n'engendre pas d'effluent gazeux et le projet de régularisation permettra une meilleure gestion des eaux pluviales du site.

Les eaux pluviales de voiries du site transiteront vers un débourbeur/séparateur hydrocarbures puis une fois traitées les eaux seront rejetées dans le bassin d'orage/rétention puis vers le fossé existant du ruisseau affluent du ruisseau de la Gouaneyre.

Avec la réalisation de la filière de traitement des eaux usées qui est en cours de construction et mise en service, les eaux usées traitées seront stockées pour être irriguée sur des parcelles agricoles.

Ces eaux respecteront les valeurs agronomiques nécessaires à respecter pour l'irrigation sur culture (plan d'épandage réalisé).

Ainsi, les eaux usées traitées ne sont plus rejetées dans le ruisseau affluent de la Gouaneyre et ni dirigées vers le ruisseau de la Gouaneyre.

Dans ce sens, le projet est nécessaire pour éviter tout impact des eaux pluviales sur cette zone Natura 2000. Le projet vise à l'amélioration de la situation actuelle notamment en matière de conformité environnementale.

SARL DE LE RAGUET
40120 LENCOUACQ

Département des Landes

Annexe n°7 : Compléments

**REGULARISATION ADMINISTRATIVE ET
EXTENSION D'UN ATELIER D'ABATTAGE
ET DE DECOUPE DE VOLAILLES**

N° 20039 DATE Juin 2020



GRUPE I D E C

CABINET D'ÉTUDE ET DE CONSEIL EN INDUSTRIE & EN AGROALIMENTAIRE

SOMMAIRE

INTRODUCTION & HISTORIQUE	3
1. DESCRIPTION DU PROJET ET ENVIRONNEMENT PROCHE.....	4
1.1. LOCALISATION	4
1.2. DESCRIPTIF DES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU PROJET	5
1.3. ENVIRONNEMENT DU SECTEUR D'ETUDE	6
2. CLASSEMENTS ICPE ET IOTA.....	7
2.1. CLASSEMENT SELON LA NOMENCLATURE ICPE	7
2.2. CLASSEMENT SELON LA NOMENCLATURE IOTA	8
2.3. CLASSEMENT DU PROJET PAR RAPPORT AUX SEUILS DU TABLEAU EN ANNEXE DE L'ARTICLE R122-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT	9
3. LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DE LA ZONE D'IMPLANTATION	11
4. ANALYSE PRELEMINAIRE DES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	14
4.1. INTEGRATION VISUELLE DU PROJET	14
4.2. IMPACT SUR L'EAU.....	15
4.2.1. IMPACT DES EAUX PLUVIALES.....	15
4.2.2. IMPACT DES EAUX USEES	15
4.3. IMPACT SUR LES SOLS, SOUS-SOLS ET EAUX SOUTERRAINES	19
4.4. IMPACT SUR L'AIR ET LE CLIMAT	19
4.5. IMPACT SUR LE BRUIT	20
4.6. IMPACT LIE AUX DECHETS	20
4.7. IMPACT SUR LE TRAFIC ROUTIER DE LA ZONE	21
4.8. IMPACT SUR LA BIODIVERSITE	22
ANNEXE : ARRETE PREFECTORAL N°2018-447 FIXANT DES PRESCRIPTIONS SPECIALES RELATIVES AU TRAITEMENT DES EAUX USEES INDUSTRIELLES DU SITE ET L'EPANDAGE DES EAUX EPUREES EN IRRIGATION SUR CULTURE.....	24
ANNEXE : AVIS DE LA MRAE NOUVELLE AQUITAINE SUR LA PROCEDURE DE MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE LENCOUACQ LIE AU PROJET DE L'ABATTOIR DE LE RAGUET.....	37

INTRODUCTION & HISTORIQUE

A ce jour, l'établissement DE LE RAGUET réalise l'abattage et la découpe de volailles (principalement de poulets mais aussi chapons, dindes, pintades et poulardes en période festive) sur son site existant situé sur la commune de Lencouacq.

Le site est déclaré au titre des ICPE pour ces deux activités d'abattage et de découpe depuis 2018 sous les rubriques ICPE suivantes :

- la rubrique n°2210 pour l'abattage pour 5 tonnes/jour de poids carcasses abattus au maximum
- la rubrique n°2221 pour la découpe de volailles de 4 tonnes/jour de produits entrants au maximum

En 2018, l'établissement a fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°2018-447 fixant des prescriptions spéciales relatives au traitement des eaux usées industrielles du site et l'épandage des eaux épurées en irrigation sur culture. Cet arrêté est joint en annexe de ce document.

Afin de respecter les prescriptions de cet arrêté, une procédure de mise en compatibilité du PLU de Lencouacq a été réalisée en 2019 permettant le changement du zonage naturel d'une partie des terrains du site production et de la station d'épuration de DE LE RAGUET en zonage autorisant les travaux d'usage lié l'activité de DE LE RAGUET (passage de zone N en zone Uy).

Cette procédure d'urbanisme liée directement à l'activité et au projet de construction de la station d'épuration de l'établissement DE LE RAGUET a fait l'objet d'une évaluation environnementale qui a donné lieu à un avis favorable de la part de la MRAE Nouvelle Aquitaine datant du 26 mars 2019. Cet avis est en joint en annexe de cette pièce.

Suite à cette procédure, la propre station de traitement des eaux usées de l'établissement est actuellement en cours de construction et de mise en service à proximité du site de production.

Par ailleurs, par arrêté préfectoral du 19 septembre 2019 l'établissement a été mis en demeure de soit diminuer ses tonnages d'abattage au seuil de déclaration ou de réaliser un dossier de demande d'autorisation afin de régulariser les tonnages de l'activité d'abattage car les tonnages dépassent le seuil de l'autorisation de 5 tonnes/jour.

Dans ce sens, un dossier de demande d'autorisation ICPE va être réalisé afin de régulariser la situation de l'établissement concernant les tonnages réalisés dans le cadre de son activité d'abattage. En revanche l'activité de découpe restera classée en déclaration.

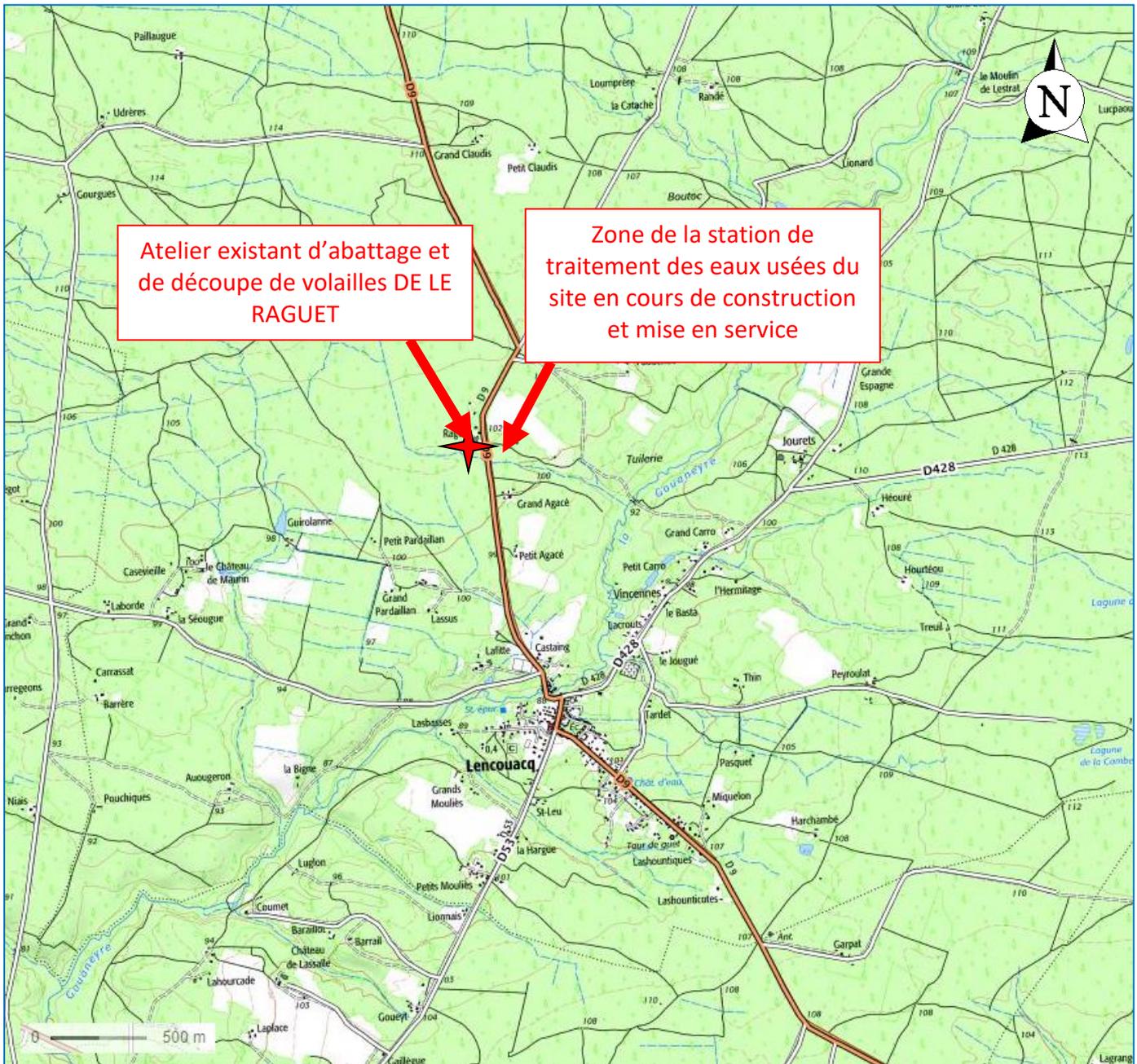
Le site est donc soumis à évaluation environnementale au cas par cas sous la rubrique « 1. Installations classées pour la protection de l'environnement » de l'annexe de l'article R.122-2 du Code de l'environnement dans le cadre de sa régularisation administrative.

Ce document joint en annexe du formulaire de cas par cas permet de compléter un peu plus en détails les éléments indiqués dans ce formulaire.

1. DESCRIPTION DU PROJET ET ENVIRONNEMENT PROCHE

1.1. LOCALISATION

DE LE RAGUET exerce son activité sur la commune de LENCOUACQ, dans le département des Landes, à 1,5 km du bourg en bordure de la route départementale D9 Luxey-Roquefort. La localisation du site DE LE RAGUET est repérée sur la carte IGN ci-après :



Source : Géoportail

1.2. DESCRIPTIF DES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU PROJET

Les travaux liés directement au dossier de régularisation administrative seront les suivants :

- création de voiries en enrobé étanches permettant de récupérer les eaux pluviales de ruissellement liées à la circulation des véhicules sur le site,
- séparation des réseaux d'eaux pluviales de toiture et de voiries,
- création d'un séparateur hydrocarbure sur le réseau d'eau pluviale de voirie,
- création d'un bassin étanche qui fera office de bassin d'orage pour la régulation des eaux pluviales du site et de rétention pour la récupération des eaux d'extinction en cas d'incendie,
- création d'une bâche souple étanche pour la réserve d'eau en cas d'incendie ou utilisation du bassin d'irrigation des eaux traitées de la station d'épuration.

L'exploitant prévoit également un projet d'extension de son bâtiment existant.

Ce projet d'extension intégrera la création de 2 nouveaux locaux de ressuage, d'une nouvelle chambre froide permettant le refroidissement et le stockage des carcasses de volailles abattues ainsi que la création d'aires béton pour le stockage de DIB en bennes étanches à l'arrière du site.

Par ailleurs, la station de traitement des eaux usées est en cours de construction et mise en service (création de lagunes pour système de traitement SBR suivi d'un bassin de stockage des effluents avant irrigation sur des parcelles agricoles).

Le projet d'extension permettra d'améliorer les conditions d'exploitation du site.

L'ensemble des travaux prévus sont identifiés sur les plans joints au formulaire de cas par cas.

Les surfaces après projet seront les suivantes :

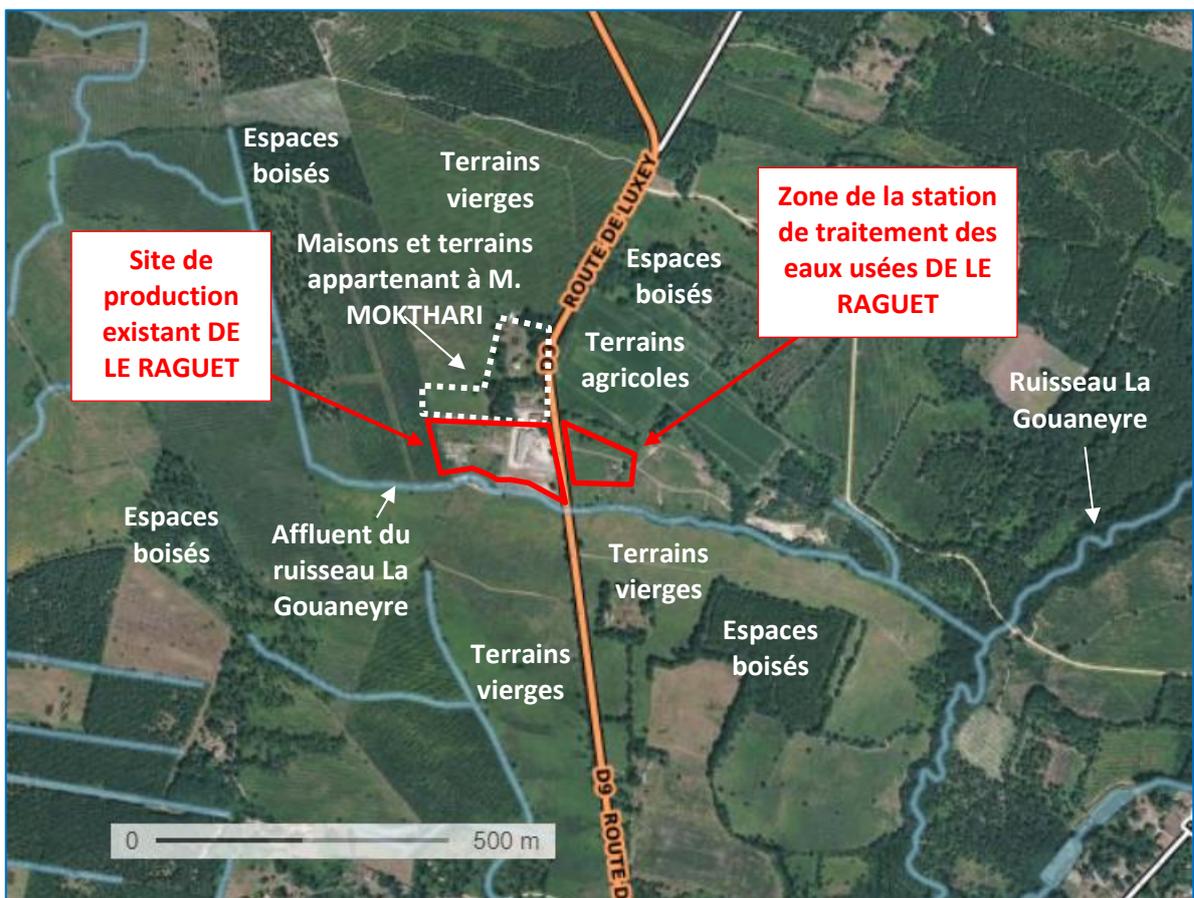
Types de surfaces	Surface après projet
Voiries existantes en enrobés	705 m ²
Voiries calcaire existantes	1 258 m ²
Bâtiment existant	1 294 m ²
Voiries projetées	1 165 m ²
Bâtiment projeté	596 m ²
Surface du terrain de site production	19 850 m ²

1.3. ENVIRONNEMENT DU SECTEUR D'ETUDE

L'environnement bâti du site étudié se compose :

- De deux maisons appartenant à M. MOKTHARI propriétaire de SARL DE LE RAGUET situées au nord du site,
- De terrains vierges au nord et au sud du site,
- D'un ruisseau affluent du Gouaneyre situé au sud du site.
- De terrains agricoles situés à l'est du site de l'autre côté de la route D9,
- D'espaces boisés situés à environ 160 m à l'ouest du site,
- D'espaces boisés plus éloignés à plus de 300 mètres situé de l'autre côté de la route D9 au nord-est et sud-est du site.

Ces espaces sont identifiés sur la vue aérienne ci-après.



2. CLASSEMENTS ICPE ET IOTA

2.1. CLASSEMENT SELON LA NOMENCLATURE ICPE

Le tableau de classement au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement au terme du projet de régularisation de l'établissement DE LE RAGUET est le suivant :

Numéro de rubrique	Sous-section	Énoncé de la rubrique	Paramètre de classement	Seuils de classement			Activité de l'entreprise projetée à horizon 5 ans	Classement*
				Déclaration (D) ou (DC)	Enregistrement (E)	Autorisation (A)		
<i>Rubrique(s) des activités classées</i>								
2210	1	Abattage d'animaux	Masse des animaux abattus, exprimée en carcasses	> 0,5 t/j et ≤ 5 t/j	/	> 5 t/j	15 t/j en maximum 12,6 t/j en moyenne	A
2221	2	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale	Quantité de produits entrant	> 0,5 t/j et ≤ 4 t/j	> 4 t/j	/	3 t/j	DC

*NC : Non Classé / D : Déclaration / DC : Déclaration avec contrôle périodique / E : Enregistrement / A : Autorisation

Conclusion : Le site est soumis au régime d'autorisation.

2.2. CLASSEMENT SELON LA NOMENCLATURE IOTA

Le tableau du classement du projet par rapport à la nomenclature des Installations, Ouvrages, travaux et Activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration, selon le décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 article 3, est présenté ci-après :

Rubrique	Intitulé	Régime A	Régime D	Situation actuelle
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales	1° Supérieure à 600 kg de DBO5	2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5	Station de traitement des eaux usées du site d'une capacité de traitement de 113,5 kg/j de DBO5 déjà autorisée via le dossier de déclaration ICPE qui a donné lieu à l'arrêté préfectoral n°2018-447 fixant des prescriptions spéciales relatives au traitement des eaux usées industrielles du site et l'épandage des eaux épurées en irrigation sur culture. Déclaration
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	1° Supérieure ou égale à 20 ha	2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Surface de bassin versant supérieur à 1 ha mais inférieur à 20 ha Déclaration

NC : Non Classé - D : Déclaration - A : Autorisation

Conclusion : Le site est soumis au régime de déclaration sous les rubriques 2.1.1.0 et 2.1.5.0 de la nomenclature IOTA. Ces installations étant directement liées à l'activité ICPE de DE LE RAGUET, le dossier de demande d'autorisation ICPE inclura ces éléments.

2.3. CLASSEMENT DU PROJET PAR RAPPORT AUX SEUILS DU TABLEAU EN ANNEXE DE L'ARTICLE R122-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

La position du projet envisagé par la société DELPIERRE par rapport aux catégories et seuils pouvant concerner le projet du tableau en annexe de l'article R122-2 concernant l'évaluation environnementale est vérifié dans le tableau ci-après :

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas	POSITION DU PROJET
1. Installations classées pour la protection de l'environnement	<i>a) Installations mentionnées à l'article L. 515-28 du code de l'environnement (=installations IED)</i>	<i>a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. b) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement (pour ces installations, l'examen au cas par cas est réalisé dans les conditions et formes prévues à l'article L. 512-7-2 du code de l'environnement).</i>	<i>Installation classée soumise à autorisation : dossier de demande d'autorisation Cas par cas</i>
24. Système de collecte et de traitement des eaux résiduaires. On entend par " un équivalent habitant (EH) " : la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DB05) de 60 grammes d'oxygène par jour.	<i>Système d'assainissement dont la station de traitement des eaux usées est supérieure ou égale à 150 000 équivalents-habitants.</i>	<i>a) Système d'assainissement dont la station de traitement des eaux usées est d'une capacité inférieure à 150 000 équivalents-habitants et supérieure ou égale à 10 000 équivalents-habitants. b) Système d'assainissement situé dans la bande littorale de cent mètres prévue à l'article L. 121-16 du code de l'urbanisme, dans la bande littorale prévue à l'article L. 121-45 de ce code, ou un espace remarquable du littoral prévu à l'article L. 121-23 du même code.</i>	<i>Station de traitement des eaux usées du site d'une capacité de traitement de 113,5 kg/j de DB05 soit environ 1892 EH Non concerné</i>
39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement y compris ceux donnant lieu à un permis d'aménager, un permis de construire, ou à une	<i>a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m².</i>	<i>a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme comprise entre 10 000 et 40 000 m².</i>	<i>Surface de plancher inférieure à 10 000 m² Non concerné</i>

<p>procédure de zone d'aménagement concerté.</p>	<p><i>b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est supérieur ou égal à 10 ha, ou dont la surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou l'emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme est supérieure ou égale à 40 000 m².</i></p>	<p><i>b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est compris entre 5 et 10 ha, ou dont la surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou l'emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme est comprise entre 10 000 et 40 000 m².</i></p>	
---	---	---	--

3. LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DE LA ZONE D'IMPLANTATION

Le tableau ci-après résume l'analyse des enjeux environnementaux de la zone d'implantation du site de SARL DE LE RAGUET :

Catégorie d'enjeu	Hierarchisation des enjeux	Description de l'enjeu
Environnement physique		
Climat	Modéré	Le climat du secteur d'étude est un climat océanique qui se caractérise par des hivers de redoux atlantique et période froide et des étés chauds. Le réchauffement climatique est un enjeu important, l'enjeu est classé comme modéré à l'échelle du projet de SARL DE LE RAGUET.
Topographie	Modéré	Les profils altimétriques du site existant et site projeté montrent des pentes relativement faibles en dominance vers le Sud et vers l'est. L'enjeu de conserver la topographie est considéré comme modéré.
Sol et sous-sol	Modéré	La base de données BASOL ne recense pas de site et sols pollués à proximité ou au niveau du site étudié. Le terrain de SARL DE LE RAGUET est situé sur un substrat constitué par une formation d'Onesse : sables micacés gris-bleu, graveleux à la base. Le sol et le sous-sol au droit du site ne présentent pas d'enjeu important, l'enjeu est considéré comme modéré.
Hydrogéologie	Important	Le site étudié se situe au-dessus de plusieurs nappes souterraines qui ont des écoulements majoritairement captifs sauf pour une masse d'eau qui a un écoulement libre et captif, dont majoritairement libre. Etant donné le nombre de nappes et la présence d'une nappe libre l'enjeu est considéré important.
Hydrologie	Important	L'analyse hydrologie de la zone d'étude permet d'indiquer la présence d'un petit ruisseau affluent du ruisseau le Gouaneyre bordant au Sud le site existant. Aucune station de mesure de la qualité n'étant présente sur ce ruisseau, le ruisseau le Gouaneyre a été pris en référence. La qualité du ruisseau est jugé de bonne pour l'état physico-chimique et biologique à l'exception des paramètres carbone organique dissous et ph

		<p>considéré de qualité moyenne et pour l'IBD et l'IPR de qualité médiocre.</p> <p>Ces résultats sont cependant cohérents avec la typologie du cours d'eau indiquée par l'Agence de l'Eau.</p> <p>La qualité du cours d'eau est un enjeu important à prendre en considération dans la suite de cette étude.</p>
Risques naturels	Modéré	Les risques naturels pouvant avoir un impact sur le projet de SARL DE LE RAGUET sont le risque de feux de forêts et remontée de nappes.
Risques anthropiques	Faible	Ce risque est faible. Le site projeté ne se situe pas dans le périmètre d'un Plan de Prévention du Risque technologique (PPRT).
Environnement naturel et paysager		
Environnement paysager	Modéré	Le terrain étudié est situé en dehors de paysages remarquables. Le site étudié est principalement entouré de parcelles agricoles et de zones forestières. Le site étudié est situé dans le Parc naturel régional des Landes de Gascogne.
Intérêt floristique du site Intérêt faunistique du site	Modéré	Le site existant de SARL DE LE RAGUET est en partie construit ou en zones imperméabilisées ou zone de voirie blanche (voiries et parking). Le terrain projeté comporte quelques plantations arbres en bosquet de manière diffuse. Cependant il ne s'agit pas de forêt.
Zones humides	Modéré	Aucune zone humide n'est recensée à ce jour sur le site.
Périmètre de protection	Modéré	Le terrain projeté ne se situe dans le périmètre d'aucune zone naturelle protégée (ZNIEFF, Zone Natura 2000...). En revanche, un zone Natura 2000 est situé à quelques centaines de mètres du site étudié l'enjeu est donc considéré comme modéré.
Corridor biologique	Faible	Le site étudié n'est pas situé dans un corridor biologique.
Environnement lié au patrimoine historique et culturel		
Monuments historique, sites inscrits ou classés	Nul	Le site projeté ne se situe dans aucun périmètre et cône de visibilité des sites inscrits, classés ou Monuments historiques identifiés à proximité.
Environnement urbain		
Situation des habitations	Modéré	Les habitations les plus proches sont celles de l'exploitant.
Situation des activités économiques et des industriels de la zone	Faible	Le site est isolé et non situé dans une zone industrielle.
Environnement humain et commodité du voisinage		

Qualité de l'air	Faible	Aucun dépassement des seuils réglementaires n'a été mesuré pour les paramètres PM10, PM2.5, NO ₂ et O ₃ au niveau de la station de mesure la plus proche du site projeté.
Odeurs	Faible	La zone d'implantation de SARL DE LE RAGUET présente actuellement peu de source d'odeur et aucun tiers n'est présent à proximité du site.
Bruit	Faible	Le terrain projeté est isolé. La principale source de bruit est liée au groupe froid située à l'arrière du site. Les habitations situées à proximités sont celles de l'exploitant. L'enjeu est considéré comme faible.
Pollution lumineuse	Faible	Le site projeté est isolé et peu éclairé. De plus, l'activité du site n'est pas réalisée en période nocturne.
Déchets	Faible	La collecte des déchets d'entreprises assimilés aux ordures ménagères est gérée par la commune. Pour les autres types de déchets, des prestataires privés doivent assurer la gestion des déchets.
Aspect sanitaire	Faible	Site isolé et population sensible relativement éloignée.

4. ANALYSE PRELEMINAIRE DES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

Au vu :

- de l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés qui sont pour la plus part modérés à faibles,
- de la nature du projet qui est une régularisation administrative avec des travaux très limités (faible extension, faible extension de voiries, travaux de réseaux et création d'un bassin d'orage/rétention),
- Et des travaux permettant d'améliorer la situation du site notamment la gestion des eaux pluviales du site dont l'enjeu environnemental est jugé important.

On peut en conclure en première analyse que l'impact du projet sera très limité sur l'environnement.

Les sous parties ci-après permettent de développer plus en détails les impacts du projet de régularisation par rapport aux principaux enjeux environnementaux.

4.1. INTEGRATION VISUELLE DU PROJET

Actuellement, le terrain de DE LE RAGUET est partiellement construit avec le bâtiment existant de l'abattoir, des voiries de circulation et un parking à l'est du terrain.

Le terrain accueille également une habitation appartenant à l'exploitant.

Le reste du terrain est vierge de construction : réalisé en espaces verts et terrain sableux/calcaire.

Le terrain de l'autre côté de la route D9 (appartenant également à l'exploitant) accueille la station de traitement des eaux usées industrielles du site qui est en-cours de construction et mise en service.

Il est important de rappeler que le projet sur le terrain de SARL DE LE RAGUET consiste en une régularisation administrative et projet d'extension pour améliorer les conditions d'exploitation du site.

Les mesures prévues pour favoriser l'intégration visuelle du projet sont les suivantes :

- L'extension de bâtiment sera situé à l'arrière du bâtiment à l'ouest du site et permettra d'améliorer les conditions d'exploitation du site,
- Les extensions de voiries en enrobés remplaceront celles existantes en calcaire permettant la limitation de poussière et la récupération des eaux pluviales de ruissèlement,
- Aucune plantation ne sera supprimée dans le cadre du projet de régularisation,

- Au terme du projet, plus de 70 % du site de l'abattoir de la SARL DE LE RAGUET sera conservé en espace vert/libre,
- Création d'un bassin orage/ rétention étanche sur une surface limitée d'espace verts,
- Création d'une réserve d'eau en cas d'incendie en bêche souple étanche verte permettant une meilleure intégration dans le paysage qu'un ouvrage en dur,
- L'ensemble du site est clôturé.

4.2. IMPACT SUR L'EAU

4.2.1. Impact des eaux pluviales

Les eaux pluviales sont actuellement rejetées en mélange dans le fossé existant du ruisseau affluent du ruisseau de la Gouaneyre.

Au terme du projet les eaux pluviales de ruissèlement et de toiture seront réalisées en réseaux séparatifs.

Les eaux pluviales des voiries et parkings (eaux pluviales de ruissèlement) transiteront par un débourbeur/séparateur hydrocarbures, conforme à la norme NF P 16-442 (version novembre 2007), puis seront acheminées vers un bassin de rétention/orage qui permettra de réaliser la fonction de bassin d'orage et la rétention des eaux polluées en cas d'incendie ou de pollution sur le site grâce à la présence d'une vanne d'arrêt.

Les eaux pluviales traitées seront ensuite rejetées dans le fossé existant du ruisseau affluent du ruisseau de la Gouaneyre.

Le projet améliorera donc la situation actuelle de la gestion des eaux pluviales.

4.2.2. Impact des eaux usées

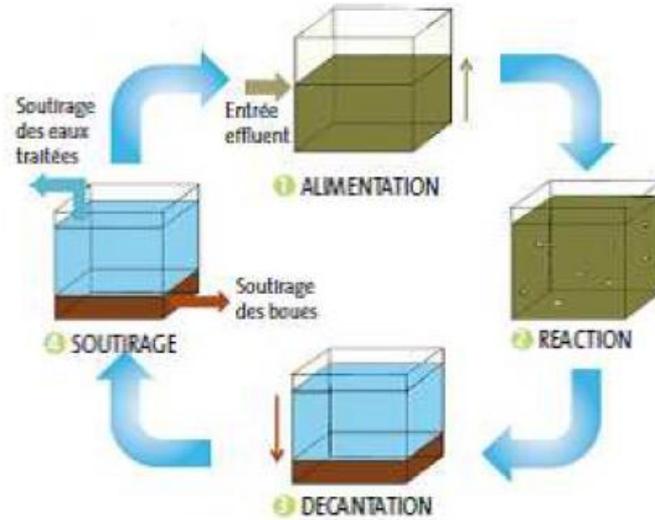
Actuellement, la station de traitement des eaux usées du site est en cours de réalisation et de mise en service sur la parcelle E 340, propriété de M. MOKHTARI gérant de DE LE RAGUET, se situant en face de l'abattoir, de l'autre côté de la route départementale n°9.

La station de traitement est réalisée par la société spécialisée AQUADEP. Les plans joints avec le formulaire de cas par cas permettent de voir l'emprise de la station d'épuration.

Il s'agit d'un traitement de type SBR avec irrigation des eaux traitées sur des cultures agricoles.

Cette solution de traitement a été retenue et approuvée par le service de la police de l'eau de la DDTM des Landes.

Le fonctionnement du SBR est le suivant :

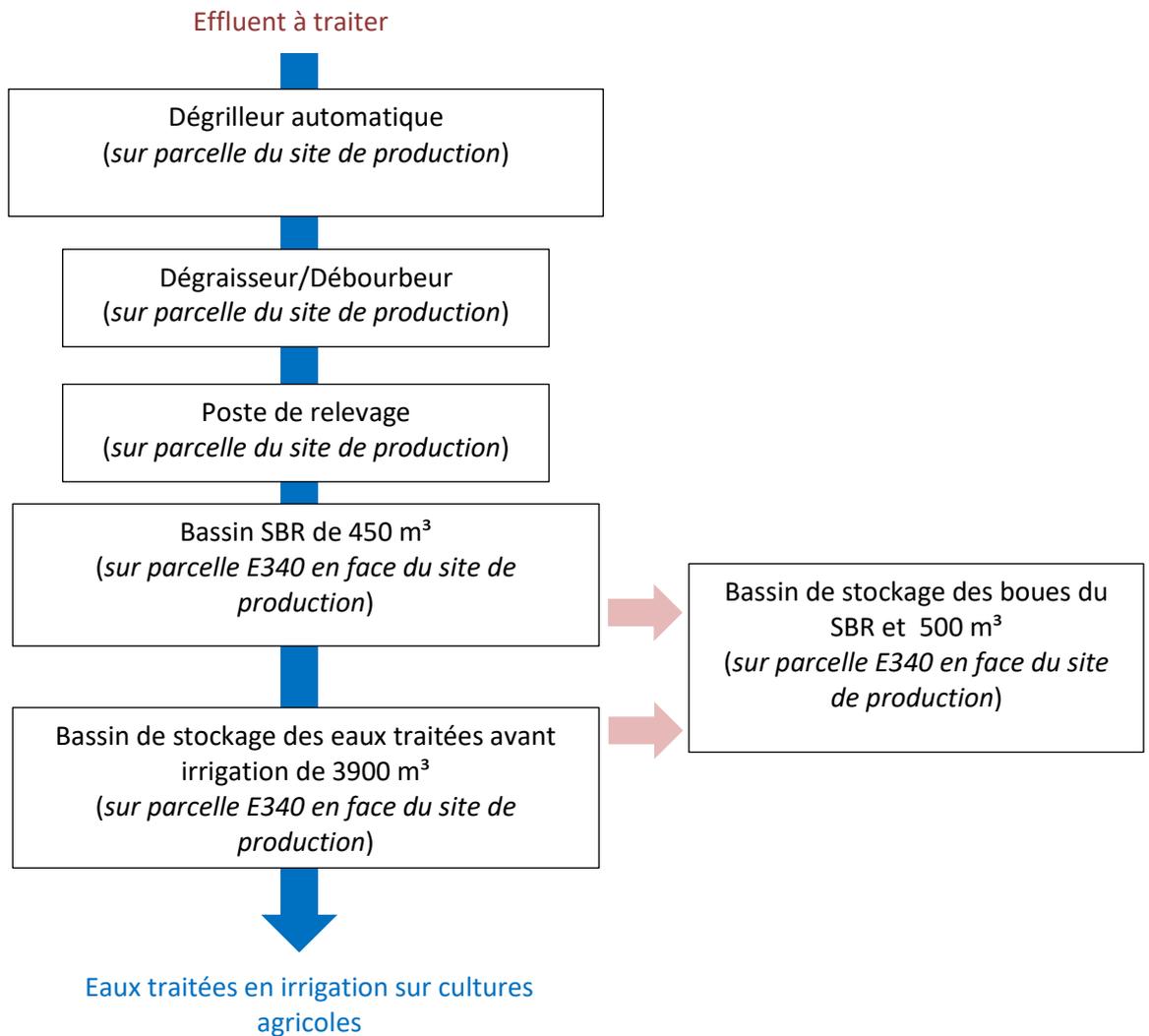


C'est un ouvrage qui combine les fonctions de bassin biologique et de décanteur. Deux turbines assurent l'aération de l'effluent dans le bassin puis un aérateur prend le relai pour l'agitation pour le phénomène de dénitrification.

L'effluent décanté est repris en partie haute via une canalisation. Afin d'obtenir un rejet le plus épuré possible, ce système est équipé d'un jeu de purge automatique permettant de vidanger les premières eaux de la canalisation, celle-ci recueillant des boues entre les phases de décantation. La purge est renvoyée dans la lagune à boues. L'effluent traité est ensuite dirigé vers la lagune d'irrigation.

Les boues sont reprises en fond d'ouvrage par une pompe immergée et refoulées dans la lagune à boues.

Le synoptique de l'ensemble de la filière de traitement retenue est présenté ci-après :



La solution de rejet retenue est une irrigation sur culture qui est une solution permettant de limiter d'avantage tout éventuel impact sur le ruisseau à proximité du site puisque les effluents seront valorisés sur des terrains agricoles.

La capacité de traitement de la station de traitement est la suivante :

- Charge en entrée des eaux usées brutes à traiter :

Paramètres	FLUX Cahier des charges indice 3 (kg/j)
Volume journalier	60 m ³ /j
DCO	225
DBO5	113,5
MES	31,5
NGL	21
Pt	2,25

Cette capacité de traitement correspond à une activité d'abattage à 16,2 tonnes par jour de poids carcasses abattus et 3 tonnes par jour de matière première animale découpée.

Ainsi la capacité de traitement de la station est dimensionnée pour l'activité correspondant à la régularisation administrative soit un tonnage en moyenne à 12,6 tonnes par jour de poids carcasse abattues et de 15 tonnes par jour en pointe ainsi que 3 tonnes par jour de matière première animale découpée.

- Normes obtenues correspondant aux normes limites avant stockage et épandage de l'arrêté préfectoral du site n°2018-447 :

Paramètres	Normes de rejet (mg/L)
DCO	300
DBO5	100
MES	35
NKT	72
P	7,8

Ainsi le projet de régularisation n'a pas d'impact négatif sur l'enjeu eaux usées.

4.3. IMPACT SUR LES SOLS, SOUS-SOLS ET EAUX SOUTERRAINES

L'impact de l'activité de DE LE RAGUET sur les sols, sous-sols et eaux souterraines sera limité grâce à la mise en place des mesures suivantes :

- À l'intérieur du bâtiment :
 - Des cuves de rétentions sont mises en place sous chaque stockage de produits dangereux (exemple : produits de nettoyage),
 - L'ensemble de la production se réalise à l'intérieur du bâtiment qui repose sur une dalle et sol étanche équipé de siphons de sol pour la collecte des effluents : il n'y aura pas d'infiltration dans les sols,
 - Les déchets sont stockés dans des locaux spécifiques et contenants spécifiques.
- À l'extérieur du bâtiment :
 - Présence d'une aire de lavage permettra le nettoyage des camions et le respect des normes d'hygiène sur le site,
 - Un séparateur d'hydrocarbures sera installé pour traiter les eaux ruisselantes sur les voiries et potentiellement chargée en hydrocarbures,
 - Un bassin d'orage étanche pouvant faire également office de bassin de rétention (avec présence de vanne) en cas de pollution sur le site (notamment eaux pour les eaux polluées d'extinction d'incendie) sera également créé,
 - Il n'y aura pas de prélèvement direct dans les eaux souterraines, le site est alimenté en eau potable par le réseau d'Alimentation en Eau Potable de la commune de LENCOUACQ,
 - Filière de traitement des eaux usées avec étape d'aération des effluents.

4.4. IMPACT SUR L'AIR ET LE CLIMAT

En fonctionnement normal, les sources de rejet à l'atmosphère seront les suivantes :

- les émissions liées au trafic généré par l'entreprise,
- les fluides frigorigènes,
- les poussières.

Les sources d'odeur identifiées sont le stockage de déchets organiques et la station de traitement des eaux usées.

Les mesures suivantes prises par DE LE RAGUET permettront de limiter l'impact sur l'air et le climat :

- Véhicules conformes à la réglementation en vigueur (contrôle technique effectué),
- Entretien des installations de froid : groupes froids régulièrement contrôlés limitant le risque de fuite de fluide frigorigène,
- Absence d'équipements de process utilisant du fioul ou gasoil,

- Création d'une aire de lavage des camions,
- Station de traitement éloignée de toute habitation (les 2 habitations à proximité appartiennent à l'exploitant).

4.5. IMPACT SUR LE BRUIT

Le site de SARL DE LE RAGUET est situé dans une zone rurale. Aucun tiers n'est recensé à proximité (les 2 habitations à proximité appartiennent à l'exploitant).

Les mesures prises par l'exploitant pour limiter le niveau sonore émis par l'établissement sont :

- L'activité de l'usine qui se déroule essentiellement à l'intérieur des bâtiments,
- A l'exception des groupes froid, l'ensemble des installations techniques sont dans des locaux clos,
- Limitation de la vitesse sur le site ce qui permet de réduire de manière significative les nuisances sonores (20 km/h),
- Les chauffeurs de camions sont sensibilisés à éteindre le moteur de leur véhicule durant le chargement ou le déchargement,
- Les camions sont conformes aux normes en vigueur en matière de niveau sonore, une très grande majorité de camions circulent en période diurne (7h – 22h),
- L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique gênant pour le voisinage tel que sirènes, avertisseur sera interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents,
- Une étude acoustique sera réalisée dans le cadre du dossier de demande d'autorisation. Des mesures compensatoires seront mises en place si nécessaire dans le cadre du dossier d'autorisation ICPE.

4.6. IMPACT LIÉ AUX DÉCHETS

DE LE RAGUET produit différents types de déchets :

- Des déchets organiques (sang, carcasses...),
- Des déchets dits « administratifs » : papiers, toners, tubes fluorescents...,
- Des déchets d'emballage : papiers, cartons, plastiques...,
- Des déchets issus du traitement des eaux usées,
- Des déchets de maintenance : huiles usagées, métaux....

L'ensemble de ces déchets a fait l'objet d'études particulières, concernant la valorisation, le reclassement en fonction des infrastructures locales. Pour chaque type de déchets, le mode de traitement mis en œuvre a été motivé par des arguments économiques (réduction au maximum des quantités générées afin de limiter les coûts de traitement) et de respect de l'environnement.

L'élimination des déchets fait l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition des inspecteurs des installations classées. À cet effet, l'exploitant tient un registre mentionnant pour chaque type de déchets conformément à l'arrêté du 29 février 2012 :

- Origine, nature, quantité,
- Nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, date de l'enlèvement,
- Destination précise des déchets : les lieux, mode d'élimination et bordereaux des déchets seront annexés dans un registre et archivés pendant au moins 3 ans.

Le choix d'entreprises spécialisées dans le traitement des déchets ainsi que dans la réduction au maximum des déchets à la source par une analyse permanente de son fonctionnement, assure à la société DE LE RAGUET une bonne gestion de ses déchets.

4.7. IMPACT SUR LE TRAFIC ROUTIER DE LA ZONE

Le trafic routier généré par l'activité de SARL DE LE RAGUET est jusqu'à 6 poids lourds et 30 véhicules légers pouvant transiter sur une journée sur le site.

Ce trafic est faible par rapport au trafic observé sur les routes à proximité du site. Le trafic de l'établissement représente 4,9% du trafic routier des axes menant au site.

Les mesures suivantes sont prises ou prévues afin de limiter l'impact du trafic lié à l'exploitation de l'établissement :

- Aucun véhicule n'est admis à stationner en dehors des zones de stationnement qui lui seront réservées,
- Le site dispose de 2 accès avec recul du portail par rapport à l'axe de la voie publique évitant tout stationnement sur la voie avant entrée sur le site,
- Le site dispose d'un accès véhicules légers et d'un accès poids lourds afin d'éviter tout croisement de ces flux sur le site,
- Au terme du projet, les voiries internes ont été dimensionnées et seront réalisées en tenant compte de la nature et l'intensité du trafic de l'entreprise, afin de permettre la circulation et les manœuvres sans contraintes particulières.
- Des consignes très strictes sont données aux conducteurs concernant les règles de circulation au sein et aux abords de l'établissement (limitation de vitesse),
- Les camions sont chargés au mieux afin de réduire le nombre de trajets,
- L'accès au site est réglementé et contrôlé.

4.8. IMPACT SUR LA BIODIVERSITE

Le site est déjà existant, exploité et partiellement construit.

Les travaux projetés sont principalement liés à la régularisation administrative de l'activité d'abattage.

L'exploitant prévoit seulement une faible extension de son bâtiment existant afin d'améliorer les conditions d'exploitation grâce à la création de deux nouveaux locaux de ressuage et d'une nouvelle chambre froide.

Par ailleurs, la station de traitement des eaux usées est en cours de construction et mise en service (création de lagunes pour système de traitement SBR suivi d'un bassin de stockage des effluents avant irrigation sur des parcelles agricoles).

Ainsi les travaux seront limités et ne dureront que quelques semaines lors de leur exécution.

Le site n'est pas situé au sein d'une zone naturelle protégée et n'est traversé par aucun corridors écologique selon la cartographie Trame Verte/Trame Bleue.

L'ensemble du site est en revanche situés dans le Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne.

Le site de l'établissement DE LE RAGUET ainsi que la zone de traitement des eaux usées du site sont complètement situés en dehors du site Natura 2000 Réseau Hydrographique des Affluents de la Midouze situé à au moins 600 mètres à l'est du site de l'abattoir et 500 mètres à l'est du terrain de la future filière de traitement des eaux usées.

Il en est de même pour la zone ZNIEFF type II Vallées de la douze et ses affluents, liée au ruisseau de Gouaneyre, le projet sera situé à au moins 570 mètres à l'ouest de la zone.

Au vu des éléments présentés et des mesures compensatoires prévues par SARL DE LE RAGUET, les zones naturelles ne sont donc pas impactées par l'activité de l'établissement.

Les mesures mises en place sont les suivantes :

- Au terme du projet, le site ne sera pas de nature à rejeter des effluents que cela soit gazeux ou liquides vers les zones naturelles protégées et notamment vers la zone Natura 2000 : les eaux usées traitées ne seront plus rejetées dans le ruisseau affluent de la Gouaneyre et ni dirigées vers le ruisseau de la Gouaneyre. Les eaux usées traitées seront stockées pour être irriguée sur des parcelles agricoles.
- Les eaux pluviales de voiries du site transiteront vers un déboureur/séparateur hydrocarbures puis une fois traitées les eaux seront rejetées dans le bassin d'orage/rétention puis vers le fossé existant du ruisseau affluent du ruisseau de la Gouaneyre.
- L'activité de l'abattoir et le projet de régularisation est et sera compatible avec les objectifs et mesures de la charte du parc naturel régional des Landes de Gascogne.

- Le projet permettra d'améliorer les conditions d'exploitation sur le site notamment en termes de flux et de mise en conformité sanitaire et environnementale.

Le projet visera à l'amélioration de la situation actuelle notamment en matière de conformité environnementale notamment par une meilleure gestion des eaux usées et eaux pluviales du site.

ANNEXE : Arrêté préfectoral N°2018-447 fixant des prescriptions spéciales relatives au traitement des eaux usées industrielles du site et l'épandage des eaux épurées en irrigation sur culture



PREFET DES LANDES

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau du développement local
et de l'ingénierie territoriale

Arrêté DCPAT n° 2018 -447

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté fixant des prescriptions spéciales à la SARL DE LE RAGUET concernant
son activité d'abattage, de découpe et transformation de volailles maigres
sur le territoire de la commune de LENCOUACQ**

**Le préfet des Landes
Chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et en particulier le livre V – titre 1^{er} – relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'article L. 171-7 et suivants ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, partie législative ;

Vu l'arrêté du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2210 « abattage d'animaux » ;

Vu l'arrêté du 9 août 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2221 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la SARL DE LE RAGUET le 19 septembre 2014 ;

Vu l'arrêté préfectoral DAECL n°2015-674 du 8 octobre 2015 mettant en demeure la SARL DE LE RAGUET à LENCOUACQ de régulariser sa situation administrative ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Yves MATHIS, secrétaire général de préfecture des Landes ;

Vu le rapport établi par l'inspecteur de l'environnement à la suite de l'inspection du 7 mai 2018 ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées à M. le Préfet des Landes le 9 mai 2018 ;

Vu le courrier de la SARL DE LE RAGUET en date du 27 juin 2018 ;

Vu l'avis du CODERST du 2 juillet 2018 ;

Considérant que l'atelier d'abattage et de découpe de la SARL DE LE RAGUET à LENCOUACQ relève du régime de la déclaration pour les rubriques 2210 et 2221, au titre de la réglementation sur les installations classées ;

Considérant que l'exploitant a apporté l'ensemble des éléments demandés par l'arrêté de mise en demeure susvisé ;

Considérant que de nouvelles non-conformités ont été relevées par l'inspection du 7 mai 2018 ;

Considérant que le fonctionnement de cette activité doit être encadrée par des prescriptions particulières afin de garantir les intérêts mentionnés aux articles R. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement ;

Considérant que, conformément aux termes de l'article L. 511.1 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'ensemble des dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRETE

ARRETE

Article 1^{er} :

La SARL DE LE RAGUET, gérant : M. MOKHTARI Kamal, située au lieu-dit « Le Raguet » sur le territoire de la commune de LENCOUACQ, exerce des activités d'abattage et de découpe-transformation de volailles maigres soumises à la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, selon le tableau de la nomenclature suivant :

Rubrique nomenclature	Intitulé activité	Volume d'activité	Régime
2210-2	Abattage d'animaux <i>Le poids des animaux exprimé en carcasses étant, en activité de pointe supérieur à 500 kg/j, mais inférieur ou égal à 5 t/j</i>	5 tonnes/jour maxi	D
2221-2	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale... <i>La quantité de produits entrants étant supérieure à 500 kg/j, mais inférieure ou égale à 4 t/j</i>	4 tonnes/jour maxi	D

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

L'installation est soumise à l'ensemble des prescriptions des arrêtés ministériels du 30 avril 2004 et du 9 août 2007 susvisés.

Article 2 : Implantation de l'installation

Les installations déclarées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

N° section	Lieu-dit	N° ^S parcelles	Commune
E	Raguet	1179, 1191, 340	Lencouacq

Article 3 : Conformité au dossier de déclaration

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent, par ailleurs, les dispositions du présent arrêté et des autres réglementations en vigueur.

Article 4 : Modifications apportées aux installations

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Tout transfert sur un autre emplacement des installations nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou de déclaration.

Article 5 : Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

Article 6 : Rejets aqueux**6.1 : Types d'effluents :**

Les effluents recueillis sur le site appartiennent à l'une des catégories suivantes :

- les eaux pluviales de toitures non polluées ainsi que les eaux pluviales de voirie transitent via un séparateur à hydrocarbures avant rejet vers le réseau pluvial du site ;
- les eaux usées sanitaires sont dirigées vers une fosse toutes eaux ;
- les eaux usées industrielles issues des process d'abattage, de transformation, de lavage des cages et des camions de transport, ainsi que celle issues du rotolève, sont dirigées vers l'unité de traitement du site.

Les eaux usées de l'établissement ne sont, sous aucun prétexte, déversées dans le milieu naturel sans traitement.

6.2 : Eaux pluviales

Les eaux pluviales de toiture non souillées sont récupérées via des gouttières et peuvent être évacuées vers le milieu récepteur, après passage par un débourbeur déshuileur.

6.3 : Eaux sanitaires

Les eaux vannes des vestiaires et des sanitaires sont collectées par un réseau spécifique puis rejetées vers un réseau spécifique puis raccordées à la fosse toutes eaux présente sur le site.

6.4 : Eaux usées industrielles

Toutes les eaux polluées provenant de l'activité de l'établissement (abattage et découpe), y compris les eaux issues des aires de déchargement des animaux et de lavage des véhicules et celles issues du rotolue, sont collectées par un réseau particulier et dirigées vers une station de traitement interne à l'usine.

Tout est mis en œuvre pour limiter les volumes des effluents et les charges polluantes.

L'établissement sera équipé d'une installation assurant le traitement des eaux usées avant leur stockage et leur valorisation par épandage sur des terres agricoles. L'ensemble des eaux usées industrielles de l'établissement transite par ces installations.

6.5 : Description du dispositif de traitement des eaux usées industrielles

L'exploitant met en fonctionnement, dans un délai de 18 mois, le dispositif de traitement des effluents industriels ci-après, conçu et exploité de manière à garantir le respect des caractéristiques de rejet définies dans le présent arrêté, sans préjudice d'autres prescriptions particulières.

En tout état de cause, un système de dégrillage-dégraissage possédant des mailles inférieures à 6 mm est, au minimum, mis en place et effectif dans un délai de 6 mois à compter de la publication de cet arrêté.

Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de pré-traitement (dégrillage-dégraissage) est exclu. Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence.

Les installations de traitement sont correctement entretenues et font l'objet d'une surveillance mensuelle dûment enregistrée. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements d'effluents.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les caractéristiques techniques de l'installation de traitement sont conformes à celles décrites dans le dossier présenté et comportent notamment :

- un dégrilleur -dégraisseur équipé de mailles d'un diamètre inférieur à 6 mm ;
- une lagune d'aération d'un volume de 600 m³ ;
- une ou plusieurs lagunes de décantation, d'un volume total de 150 m³ ;
- un bassin de stockage des effluents traités de 2 400 m³.

a - Caractéristiques physiques :

Les eaux traitées stockées doivent respecter, sans dilution, avant épandage, les caractéristiques suivantes :

1. La température maximum des effluents avant épandage doit être inférieure à 30 ° C.
2. Le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5.
3. Ils ne contiennent aucune substance susceptible de dégager d'autres effluents, des gaz, des liquides ou des vapeurs toxiques inflammables.
4. Ils ne contiennent pas de composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés halogénés, d'hydrocarbures (essence, gasole, huiles) et dérivés chlorés.

b – Valeurs limites

Les paramètres des eaux traitées doivent respecter les valeurs maximales limites suivantes avant stockage et épandage :

	Concentrations maximales (mg/l)
DBO5	100
DCO	300
MES	100
NTK	72
P205	18
K2O	49

En sortie de lagunage, l'exploitant assure une surveillance de la qualité des rejets aqueux selon la fréquence suivante :

- enregistrement quotidien des volumes rejetés et stockés ;
- mensuellement, il fait procéder à ses frais, à une analyse, selon les méthodes officielles, de la qualité de l'effluent traité sur un échantillon moyen représentatif 24 heures (MES, DBO5, DCO, NTK et Pt).

Les principaux paramètres permettant de s'assurer du bon fonctionnement du système de traitement sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6 : Epandage

Les eaux traitées stockées ainsi que les boues biologiques issues du lagunage des effluents de la SARL DE LE RAGUET (ci-après dénommés produits) sont valorisés en épandage agricole.

L'épandage fait l'objet d'une convention ou d'un contrat établissant les engagements et leur durée entre l'exploitant et le prestataire chargé de l'épandage et entre l'exploitant et les agriculteurs concernés, lorsqu'ils ne sont pas les prestataires d'épandages.

Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

1) Périmètre d'épandage :

L'épandage est autorisé sur les parcelles listées au tableau suivant du présent arrêté. Pour l'ensemble des parcelles situées en Zone vulnérable aux nitrates d'origine agricole, toutes les prescriptions s'y afférant seront respectées :

- pour ce qui concerne les eaux traitées :

NOM de l'exploitant	Ilot concerné	Commune	N° cadastraux	Surface totale de l'ilot (en ha)	Surface d'exclusion (en ha)	Surface potentiellement épandable (en ha)
MOKHTARI Kamal	MK01	LEN-COUACQ	EN 555, 1330p	3,47	0,00	3,47

- pour ce qui concerne les boues de lagunage :

NOM de l'exploitant	Ilot concerné	Commune	N° cadastraux	Surface totale de l'ilot (en ha)	Surface d'exclusion (en ha)	Surface potentiellement épandable (en ha)
MOKHTARI Kamal	MK02	LEN-COUACQ	D 249, 250, 251, 252, 253, 254, 256, 257, 258, 259	9,05	0,10	8,95
	MK03	LEN-COUACQ	E 342, 343, 344, 345, 347, 348, 349, 350	7,25	0,00	7,25

Ces parcelles sont représentées sur la cartographie en annexe de cet arrêté.

2) Périodes d'épandage :

Les périodes d'épandage et les quantités épandues doivent être adaptées de manière à :

- assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte-tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, amendements et supports de culture,
 - empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, et une percolation rapide,
- empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxique,
- empêcher le colmatage du sol.

3) Conditions d'épandage :

L'épandage des produits respecte les distances et les conditions d'épandage contenues dans les programmes d'actions établis dans les arrêtés susvisés.

D'autre part, des distances d'isolement pour les épandages sont aussi à respecter pour :

<u>Nature des activités à protéger</u>	<u>Distance minimale</u>	<u>Domaine d'application</u>
Puits, forages, aqueducs transitant des eaux destinées à la consommation humaine en écoulement libre, installations souterraines ou semi-souterraines utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou l'arrosage des cultures maraîchères	35 mètres	Pente inférieure à 7 %
	100 mètres	Pente supérieure à 7 %
Cours d'eau et plans d'eau	5 mètres des berges	Pente inférieure à 7 % et produits enfouis immédiatement après épandage
	35 mètres des berges	Pente inférieure à 7 % (autres cas)
	200 mètres des berges	Pente supérieure à 7 %
Fossés de drainage	5 mètres des berges	
Lieux de baignade	200 mètres	
Sites d'aquaculture (piscicultures et zones conchylicoles)	500 mètres	
Habitation ou local occupé par les tiers, zones de loisirs et établissements recevant du public	50 mètres	Cas général
	100 mètres	En cas de produits odorants

L'épandage est, en outre, interdit :

- ◆ pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé, exception faite des déchets solides,
- ◆ pendant les périodes de forte pluviosité et pendant celles où il existe un risque d'inondation,
- ◆ en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies,
- ◆ sur les terrains en forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage,
- ◆ à l'aide de dispositifs d'aéro-aspersion produisant des brouillards fins.

L'épandage des boues se fait à l'aide d'une tonne à lisier. Aucun stockage n'est autorisé sur les parcelles d'épandage.

Lors des transferts de boues, l'exploitant veillera à ce que les mesures nécessaires soient prises afin de garantir la propreté des chaussées empruntées : il s'assurera notamment qu'un nettoyage des voies souillées soit effectué par le prestataire, le cas échéant.

L'épandage des eaux traitées est réalisé par fertirrigation, au moyen d'asperseurs ou rampe d'arrosage, non générateurs de brouillards fins.

4) Concentrations maximales admissibles dans les sols :

Les produits ne peuvent être épandus si les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau suivant :

Eléments traces dans les sols	Valeurs limites (mg/kg MS)
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercure	1
Nickel	50
Plomb	100
Zinc	300

5) Concentrations maximales admissibles dans les produits :

Les produits doivent avoir des teneurs en éléments-traces métalliques et composés-traces organiques dont les valeurs limites sont fixées dans les tableaux suivants :

Eléments-traces métalliques	Valeur limite dans les produits (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté par les produits en 10 ans (g/m^2)
Cadmium	10	0.015
Chrome	1000	1.5
Cuivre	1000	1.5
Mercure	10	0.015
Nickel	200	0.3
Plomb	800	1.5
Zinc	3000	4.5
Cr+Cu+Ni+Zn	4000	6.000

Composés-traces organiques	Valeur limite dans les produits (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté par les produits en 10 ans (mg/m^2)
Total des principaux PCB (*)	0.8	1.2
Fluoranthène	5	7.5
Benzo (b) fluoranthène	2.5	4
Benzo (a) pyrène	2	3
(*) PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180		

Les produits ne doivent pas être épandus sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :

- Le pH du sol est supérieur à 5,
- La nature des produits peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6,
- Le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs du tableau suivant :

Eléments-traces métalliques	Flux cumulé maximum apporté par les produits en 10 ans (g/m ²)
Cadmium	0.015
Chrome	1.2
Cuivre	1.2
Mercur	0.012
Nickel	0.3
Plomb	0.9
Zinc	3

6) Doses d'apport :

La dose d'apport est déterminée en fonction :

- ✓ du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement ;
- ✓ des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tous apports confondus ;
- ✓ des teneurs en éléments fertilisants dans le sol, dans les produits et dans les autres apports ;
- ✓ des teneurs en éléments ou substances indésirables des produits à épandre ;
- ✓ de l'état hydrique du sol ;
- ✓ de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années.

Pour l'azote, ces apports (exprimés en N global), toutes origines confondues, ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- ✓ sur prairies naturelles ou sur prairies artificielles en place toute l'année et en pleine production : 350 kg/ha/an ;
- ✓ sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kg/ha/an ;
- ✓ sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté ;
- ✓ la quantité d'azote contenue dans les effluents pouvant être épandue annuellement par hectare de surface agricole utile est inférieure ou égale à 170 kg d'azote.

7) Stockage des produits :

Toutes les dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage et lagunes ne soient pas sources de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont conçus pour empêcher l'accès aux tiers non autorisés. Toute modification apportée au système de traitement des effluents de l'installation devra faire l'objet au préalable d'une déclaration à la Préfecture des Landes.

8) Modification de la composition des produits :

Toute modification pouvant entraîner un changement notable de la composition et/ou de la valeur agronomique des boues et eaux traitées devra être signalée à l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Il sera tenu compte de ce changement de valeur agronomique dans le plan d'épandage.

9) Programme prévisionnel :

Un programme prévisionnel annuel d'épandage sera établi, en accord avec l'exploitant agricole, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées.

La constitution de ce programme prévisionnel sera précédée d'une vérification de l'évolution du périmètre d'épandage pour tenir compte de nouvelles contraintes, comme les captages AEP ou le remembrement de parcelles. Il sera tenu compte également des conclusions du bilan des épandages précédents.

Le programme prévisionnel sera prévu de manière à ce qu'il ne puisse apparaître de dépassement en quantité des doses d'apports.

Le programme prévisionnel détaillé comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, leur surface, la dose préconisée, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;
- une caractérisation des produits à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique, ...)
- les préconisations spécifiques d'utilisation des produits (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...)
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Une analyse des sols sera réalisée tous les cinq ans au minimum (ou après dix épandages sur la même parcelle), portant sur les paramètres suivants, choisis en fonction de l'étude préalable :

- > Granulométrie,
- > Matière organique (en %),
- > pH,
- > Azote global, Azote ammoniacal (en NH₄),
- > Rapport C/N,
- > Phosphore total (en P₂O₅ échangeable), Potassium total (en K₂O échangeable), Calcium total (en CaO échangeable), Magnésium total (en MgO échangeable),
- > Oligo-éléments (B, Cu, Fe, Mn, Zn).

Le programme prévisionnel doit tenir compte de la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale ou lors du bilan précédent.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est transmis au Préfet avant le début de chaque campagne.

10) Plan, bilan et suivi d'épandage :

Cahier d'épandage

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, est tenu à jour par l'exploitant. Il comporte au minimum les informations suivantes :

- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les quantités de déchets épandues par unité culturale ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les produits, avec les dates de prélèvement et de mesures et leur localisation sur un plan ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Bilan annuel

Un bilan d'épandage est dressé annuellement.

Ce document comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- le bilan qualitatif et quantitatif des déchets épandus ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Une copie du bilan d'épandage est adressée par le producteur des déchets au Préfet et aux agriculteurs concernés.

Suivi de la quantité et qualité des déchets

Les produits sont analysés systématiquement avant les opérations d'épandage, pour ce qui concerne :

- la valeur agronomique ;
- les éléments traces métalliques ;

ANNEXE : Avis de la MRAE Nouvelle Aquitaine sur la procédure de mise en compatibilité du PLU de Lencouacq lié au projet de l'abattoir De le Raguet



Mission régionale d'autorité environnementale

Nouvelle-Aquitaine

**Avis de la Mission régionale d'autorité environnementale
de la région Nouvelle-Aquitaine
sur le projet de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme
de Lencouacq (Landes) par déclaration de projet relative
à la mise aux normes et l'extension de l'abattoir Le Raguet**

n°MRAe 2019ANA50

dossier PP-2019-7673

Porteur de la procédure : Commune de Lencouacq

Date de saisine de l'Autorité environnementale : 10 janvier 2019

Date de l'avis de l'Agence régionale de santé : 30 janvier 2019

Préambule.

Il est rappelé ici que, pour tous les plans, programmes ou schémas soumis à évaluation environnementale ou à étude d'impact, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis sur la qualité de l'évaluation environnementale, ainsi que sur la prise en compte de l'environnement dans le dossier qui lui a été soumis.

En application du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016, l'autorité environnementale est, dans le cas présent, la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD).

Conformément au règlement intérieur du CGEDD et à la décision du 14 juin 2016 de la MRAe Nouvelle-Aquitaine, cet avis d'autorité environnementale a été rendu le 26 mars 2019 par délégation de la commission collégiale de la MRAe Nouvelle-Aquitaine à Hugues AYPHASSORHO.

Le délégataire cité ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

I - Contexte général

La commune de Lencouacq est située à une trentaine de kilomètres au nord de Mont-de-Marsan, dans le département des Landes. D'une superficie de 9 662 ha, sa population est de 388 habitants (source INSEE 2016).

La commune est couverte par un plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 07 janvier 2015.

Le territoire communal est concerné par le site Natura 2000 *Réseau hydrographique des affluents de la Midouze* (Directive Habitat, FR7200722). Ce site vise notamment la préservation de chiroptères, de la Loutré et du Vison d'Europe, de la Lamproie de Planer et de la Cistude d'Europe.

Le projet de mise en compatibilité du PLU a donc fait l'objet de la réalisation d'une évaluation environnementale, en application des articles L. 104-1 et suivants du Code de l'urbanisme. Le présent avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale porte sur les dispositions de cette mise en compatibilité.



Localisation de la commune et du site (Source : Google maps et dossier)

II - Objet de la mise en compatibilité

Le projet vise à permettre une mise aux normes de l'abattoir Le Raguét, notamment la mise en œuvre d'un dispositif d'assainissement adapté, et une future extension cette activité.

Les surfaces nécessaires à ces projets sont classées aujourd'hui en zone naturelle N ou en zone agricole A, du PLU, zonages assortis par ailleurs d'une protection au titre des espaces boisés classés (EBC).

Une mise en compatibilité du PLU est donc nécessaire. Elle modifie le règlement graphique en :

- classant en zone à vocation économique Uy l'ensemble des bâtiments existants ainsi que les emprises correspondant aux mises aux normes requises (aires de lavage, station d'épuration, etc.) et au projet d'extension de ces bâtiments. Cela équivaut à une extension de 3,85 ha de la zone Uy ;
- réduisant une protection au titre des espaces boisés classés, sur une partie de la parcelle concernée par la station d'épuration à créer ;
- protégeant la haie existante au nord de l'EBC supprimé par une protection au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme.

Le dossier indique par ailleurs que le règlement écrit est également modifié, en intégrant des dispositions

AVIS N°2019ANA50 rendu par délégation de la
Mission régionale d'autorité environnementale de la région Nouvelle-Aquitaine

relatives au risque incendie dans le règlement de la zone Uy, non strictement liées au projet mais permettant une meilleure prise en compte de ce risque.



Règlement graphique du PLU (Source : dossier de mise en compatibilité)

III - Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte de l'environnement par le projet de mise en compatibilité

Les documents présentés contiennent l'ensemble des informations exigées par le Code de l'urbanisme.

Le dossier est lisible et bien illustré.

Il indique que les enjeux environnementaux du site sont faibles : aucun milieu ni espèce présentant un intérêt environnemental particulier n'a été identifié sur ou à proximité du site.

La surface concernée par la suppression de l'EBC ne comprend pas de boisement aujourd'hui. Son déclassement n'entraînera donc pas de disparition notable d'arbres. La haie existante au nord de la future station d'épuration fait toujours l'objet d'une protection spécifique, via l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme.

La MRAe considère donc que, au regard des informations fournies dans le dossier, les évolutions proposées ne sont pas susceptibles d'avoir des incidences négatives sur l'environnement. La mise aux normes rendue possible par la déclaration de projet devrait au contraire avoir des incidences positives au regard des enjeux sanitaires liés à l'activité de l'abattoir.

À Bordeaux, le 26 mars 2019

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine
le membre permanent délégué

Signé

Hugues AYPHASSORHO

AVIS N°2019ANA50 rendu par délégation de la
Mission régionale d'autorité environnementale de la région Nouvelle-Aquitaine